

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 23/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats  
Publié sur **GÉORISQUES**

### **LA FLORENTAISE**

Ile Batailleuse  
BP 6 - ST FLORENT LE VIEIL  
49620 MAUGES SUR LOIRE

Références : N1-2022-939-rapport

Code AIOT : 0006301597

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement LA FLORENTAISE implanté Les Bedoutières Freigné 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA FLORENTAISE
- Les Bedoutières Freigné 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE
- Code AIOT : 0006301597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'arrêté préfectoral du 17/03/2022 autorise l'extension et l'exploitation de la sablière et de ses installations de traitement pour une durée de 20 ans.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'une drague flottante électrique. Les matériaux sont aspirés et refoulés hydrauliquement à travers une canalisation jusqu'à l'installation de criblage et lavage.

Les matériaux produits sont un sable 0-1.

Les eaux chargées sont dirigées via un fossé vers l'ancien plan d'eau d'extraction.

Les zones visitées lors de l'inspection sont : l'accès au site et la traversée de la VC12, la piste longeant les bassins d'extraction sur la partie Sud, une partie de la zone autorisée pour l'extension et l'atelier et l'aire étanche.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Aménagements préliminaires,
- Prévention de la pollution des eaux,
- Suivis environnementaux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Clôture	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/1997, article 2-6	/	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.2	/	Sans objet
5	Accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.4	/	Sans objet
6	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5	/	Sans objet
12	Kits anti-pollution	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-II	/	Sans objet
13	Stockage de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-III	/	Sans objet
14	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-IV	/	Sans objet
15	Suivi des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.10.2	/	Sans objet
17	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.1	/	Sans objet
20	Déchets de ferrailles	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.7.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Panneaux de signalisation et d'information du public	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.3	/	Sans objet
7	Déchets inertes extérieurs - généralités	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.2.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan du circuit des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.4	/	Sans objet
9	Ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-I	/	Sans objet
10	Entretien du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-I	/	Sans objet
11	Efficacité du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	/	Sans objet
16	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.10.1	/	Sans objet
18	Mesure des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.2	/	Sans objet
19	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal constat porte sur l'absence de clôture en deux endroits du site et, pour les zones où la présence d'une clôture a été constatée, sur la faiblesse de la clôture en place (un simple fil de fer barbelé qui ne peut pas être considéré comme une clôture efficace). Pour ce constat, il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Par ailleurs, le stockage des liquides susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols doit être réalisé de manière plus rigoureuse (placement sur rétention, étiquetage des produits, respect des quantités prescrites).

L'exploitant doit aussi veiller à mettre en place le piquetage permettant de s'assurer des distances de protection et à conserver apparents et accessibles le bornage et le piquetage, en particulier sur la zone historique.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/1997, article 2-6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions générales d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan à l'échelle n'excédant pas 1/5000ème doit être en permanence disponible sur la carrière. Il doit indiquer les limites du périmètre autorisé, l'emplacement des bornes, les abords dans un rayon de 50 mètres, les parois et fronts de taille, les cotes des différents niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, les zones remises en état. Ce plan doit être mis à jour tous les ans, un exemplaire de celui-ci est adressé annuellement à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le plan d'exploitation d'octobre 2021. Ce plan ne représente pas l'ensemble du site autorisé ni les abords dans un rayon de 50 mètres. Il n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Il ne reporte pas l'ensemble des éléments demandés par le nouvel arrêté préfectoral d'autorisation du 17/03/2022.
<b>Observations :</b> Lors de la prochaine mise à jour du plan d'exploitation, <b>celui-ci devra comporter l'ensemble des éléments demandés par l'arrêté préfectoral du 17/03/2022 et une version papier devra être transmise à l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Panneaux de signalisation et d'information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place sur la voie d'accès au chantier d'extraction de matériaux un panneau indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Son identité (raison sociale et adresse de l'exploitant),</li> <li>• La référence de l'autorisation (numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation),</li> <li>• L'objet des travaux,</li> <li>• L'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li> </ul> Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un panneau à l'entrée du site. Ce panneau reprend l'ensemble des éléments demandés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,</li> <li>• Un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.</li> </ul> Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière. Un plan de bornage est établi. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation afin de pouvoir être présenté lors de tout contrôle de l'administration. Un exemplaire de ce plan est transmis avec la transmission de l'information du préfet prévue à l'article 4.1.6 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la mise en place d'un bornage et/ou d'un piquetage permettant de délimiter le périmètre autorisé au niveau de la zone d'extension. Cependant, il n'a pas été possible de retrouver de bornage de la zone précédemment autorisée.  Il n'a pas été constaté la présence d'un piquetage permettant de matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra veiller à <b>mettre en place le piquetage</b> permettant de matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul au niveau des zones en cours d'extraction ou à extraire prochainement. Il devra veiller à <b>maintenir le bornage ou piquetage du périmètre autorisé visible et accessible.</b> Il devra <b>transmettre le plan de bornage de l'ensemble du périmètre autorisé.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation des eaux de ruissellement, empêchant ces dernières d'atteindre les zones en cours d'exploitation, est mis en place à la périphérie de ces zones.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un fossé interne au site le long de la VC 12 séparant le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à l'emprise principale de l'établissement se fait par la RD 57 au lieu-dit « Pré Neuf » puis par une voie privée enrobée jusqu'au portail de la carrière. L'exploitant met en place, en accord avec la municipalité, une signalisation de danger de part et d'autre du point de traversée de la VC n°12. Un panneau « Stop » et un marquage au sol sont présents sur chacune des voies ou pistes, au niveau de sa jonction avec les voies publiques. Les accès et leurs aménagements sont entretenus et permettent en quittant le site, une bonne visibilité des usagers des voies publiques.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'accès principal au site se fait par une voie en enrobé depuis le lieu-dit Le Pré Neuf. Une signalisation de danger est affichée sur la clôture près des deux portails de part et d'autre de la VC12. La visibilité est suffisante au niveau de ces accès. Cependant, il n'a été constaté la présence ni d'un panneau "stop" (codifié AB4) ni d'un marquage au sol aux sorties du site au niveau de la VC12.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les clôtures et barrières sont solides, efficaces et régulièrement entretenues.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que la clôture le long du périmètre autorisé n'est constituée que d'un simple fil de fer barbelé le long de la piste longeant le site par le sud. Cette clôture est par ailleurs absente au niveau d'une ancienne rupture de la canalisation de refoulement hydraulique permettant l'acheminant du sable vers l'installation de traitement. Sur cette zone, du sable s'est déversé en-dehors du périmètre autorisé.

Il n'y a pas de clôture pour empêcher l'accès au site et au plan d'eau en cours d'extraction par l'ouest.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Interdiction d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En dehors des heures ouvrées, les accès sont interdits, sauf exceptionnellement aux personnes autorisées par l'exploitant. Dans ce cas, l'exploitant définit et prend les mesures ad hoc nécessaires pour assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens, etc.). Si ces barrières constituent également l'accès aux activités de tiers, la convention prévue à l'article 2.1.3 du présent arrêté peut permettre leur ouverture en dehors des heures d'exploitation, dans des conditions qu'elle précise.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté une absence de clôture entre le périmètre autorisé et l'accès à un champ voisin. Des traces au sol montrent que l'accès au champ se fait depuis la sablière. L'exploitant a indiqué qu'il autorisait l'accès au propriétaire du champ en-dehors des horaires d'ouverture. Cependant, <b>aucune convention n'a été établie</b> pour encadrer notamment les conditions de sécurité comme prévu par l'article 2.1.3.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Déchets inertes extérieurs - généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Apports de déchets extérieurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement au début de l'admission d'apports extérieurs sur le site un panneau rappelant la liste des déchets admissibles est placé à l'entrée du site. Les éventuels éléments indésirables (fourreaux en plastiques, bois, ...) détectés au sein des apports sont retirés et entreposés dans des conditions adaptées pour être ensuite évacués comme déchets
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas encore commencé à accepter des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement de l'ancienne zone d'extraction.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la procédure d'acceptation préalable qu'il aura établie avant les premiers apports de déchets inertes sur le site. Cette procédure devra préciser l'organisation mise en place par l'exploitant pour s'assurer que les matériaux apportés ne proviennent pas d'un site susceptible d'être contaminé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Plan du circuit des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.



Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (bassins, points de pompage, dispositifs de traitement, aire de collecte spécifique, fossé, vannes, le cas échéant points de rejet, ...) sur les circuits des eaux.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le plan du circuit des eaux figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

**Observations :** L'exploitant devra **mettre à jour le plan du circuit des eaux** pour intégrer au fur et à mesure de leur réalisation les modifications mises en place sur le site (noues, etc).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Ravitaillement des engins

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

L'aire étanche de ravitaillement est implantée à proximité de l'atelier. Elle est équipée d'un débourbeur séparateur à hydrocarbures.

Les eaux, liquides et résidus ainsi collectés font l'objet d'un traitement préalable dans un décanteur, séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel ou sont évacués comme déchets.

**Constats :** Une aire étanche est accolée à l'atelier. Elle est entourée par un caniveau relié au séparateur à hydrocarbures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 10 : Entretien du séparateur à hydrocarbures

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (séparateur d'hydrocarbures, ...) sont nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins tous les 2 ans.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel la facture et le bordereau de suivi de déchets relatifs au nettoyage du séparateur à hydrocarbures réalisé le 24/05/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 11 : Efficacité du séparateur à hydrocarbures

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.

**Constats :** L'exploitant indique que le suivi du bon fonctionnement du séparateur à hydrocarbures est réalisé par la réalisation d'une mesure d'hydrocarbures au rejet du séparateur. Il indique que le dernier prélèvement a été réalisé la veille de la visite d'inspection.



<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de la précédente mesure réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Kits anti-pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures et notamment de produit absorbant en sacs transportables. Des kits d'intervention d'urgence, sont présents dans tous les engins et dans l'atelier.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de produits absorbants en sacs à l'atelier. Cependant, l'exploitant a indiqué que <b>les engins n'étaient pas équipés de kits d'intervention d'urgence.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Stockage de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.
<b>Constats :</b> Les produits dangereux sont stockés à l'atelier dont le sol est constitué d'une dalle béton. Les fûts et réservoirs présents à l'atelier portaient <b>le nom des produits et les symboles de dangers, à l'exception de deux fûts Total</b> presque vides. L'exploitant a indiqué que ces fûts allaient être remplacés par des fûts d'une autre marque qui étaient déjà présents à l'atelier et portaient les informations demandées.
Sur la petite rétention, <b>un bidon ne portait pas d'étiquetage.</b>
Par ailleurs, plusieurs bidons de liquides étaient stockés sur une étagère et <b>certains d'entre eux ne portaient pas d'étiquetage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50% de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.</p> <p>Les cuvettes de rétention sont correctement entretenues et s'il y a lieu débarrassées des eaux météoriques et autres éléments pouvant les encombrer. Elles ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur, même via un deshuileur ou séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.</p> <p>L'environnement des cuvettes de rétention ne doit pas être susceptible de faciliter la propagation d'un incendie depuis ou vers celles-ci.</p> <p>Au plus, 20 litres d'huiles neuves, 20 litres d'huiles usagées et 2 000 litres de carburants (2 cuves de 1 000 litres) sont stockés dans l'atelier.</p>
<p><b>Constats :</b> A l'atelier, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une cuve de gazole de 2500 litres et une cuve d'AD-Blue de 1000 litres étaient placés sur une rétention,</li> <li>- une cuve d'huiles usagées de 2000 litres et 6 fûts de 220 litres étaient placés sur deux rétentions, la <b>cuve d'huiles usagées étant placée à cheval sur les deux rétentions.</b></li> <li>- des bidons de plus petite contenance étaient placés sur une rétention dont un <b>bidon à cheval avec la rétention voisine,</b></li> <li>- la présence de <b>bidons sur une étagère, hors rétention.</b> Ces bidons n'étaient pas tous étiquetés. Un bidon était étiqueté nocif.</li> </ul>
<p><b>La capacité des produits stockés dépasse la capacité indiquée dans l'arrêté préfectoral.</b></p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées <b>le volume des rétentions afin de vérifier que le volume de chaque rétention est suffisant</b> par rapport aux produits qui y sont placés.</p> <p>Il devra également <b>placer les cuves, fûts, bidons intégralement sur une rétention et non pas à cheval sur deux rétentions.</b></p> <p>Tous les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols doivent être placés sur rétention.</p> <p>Concernant les quantités des produits indiqués dans l'arrêté, l'exploitant est invité à respecter ces quantités ou transmettre au préfet un porter à connaissance précisant les quantités maximales susceptibles d'être stockées sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 15 : Suivi des eaux superficielles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.10.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant effectue en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les plans d'eau listés à l'article 6.2.9.1 excepté dans les Ruisseaux. Les niveaux d'eau mesurés sont exprimés en m NGF.</p> <p>L'exploitant réalise, dès la notification du présent arrêté, une analyse initiale portant au moins sur les paramètres annuels et supplémentaires quinquennaux prévus à l'article 6.2.9.2 au niveau des eaux présentes dans les ouvrages listés à l'article 6.2.9.1.</p>
<p><b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le rapport de suivi environnemental pour les eaux superficielles du 30/06/2022 (CBTP Laboratoire).</p>
<p>Le rapport présente les résultats des analyses réalisées dans les plans d'eau, le ruisseau du Croissel</p>

amont et aval et l'affluent rive gauche amont et aval (prélèvements du 24/05/2022). Les paramètres analysés sont les paramètres à suivre à une fréquence annuelle ainsi que les paramètres supplémentaire quinquennaux.

L'exploitant n'a pas été en mesure de **présenter de suivi semestriel du niveau des plans d'eau**.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 16 : Suivi des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant effectue en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les ouvrages listés à l'article 6.2.8.1 Les niveaux d'eau mesurés sont exprimés en m NGF.

L'exploitant réalise, dès la notification du présent arrêté, une analyse initiale portant au moins sur les paramètres annuels et quinquennaux supplémentaires prévus à l'article 6.2.8.2 au niveau des eaux présentes dans les ouvrages listés à l'article 6.2.8.1.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le rapport de suivi environnemental pour les eaux souterraines du 29/06/2022 (CBTP Laboratoire).

Ce rapport présente le relevé des niveaux piézométriques mesurés le 24/05/2022 dans les 5 piézomètres de suivi et le puits du lieu-dit Les Bédoutières.

Le rapport présente les résultats des analyses réalisées dans les mêmes ouvrages (prélèvements du 24/05/2022). Les paramètres analysés sont les paramètres à suivre à une fréquence annuelle ainsi que les paramètres supplémentaires quinquennaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 17 : Plan de surveillance des émissions de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance satisfait aux dispositions de l'article 6.4.3.2 du présent arrêté.

**Constats :** Le document transmis préalablement à la visite ne répond pas au contenu demandé du plan de surveillance.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 18 : Mesure des retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Une première campagne de mesures effectuée dans les 6 mois suivants la notification de début d'exploitation prévue à l'article 4.1.6, permet d'évaluer l'état actuel initial des retombées des poussières en limite du site dans le cadre de la présente autorisation d'exploiter.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de jauges de retombées sur le site. La première campagne de mesure des retombées de poussières était en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 19 : Surveillance des émissions sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions sonores

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Une campagne de mesures est effectuée dans les 6 mois suivant le début d'activité. Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux les émergences sont contrôlées au moins au niveau des 4 habitations les plus proches :

- 1 : La Sanglerie ;
- 2 : Les Bédoutières ;
- 3 : La Haye ;
- 4 : Grézeau.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le rapport de suivi environnemental – contrôle des émissions sonores du 19/07/2022 (CBTP Laboratoire).

Ce rapport présente les mesures de bruit réalisées le 12/07/2022 selon la méthode de contrôle. Les mesures ont été réalisées au niveau des 4 points de contrôle. Les résultats ne montrent pas d'impact en matière de bruit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 20 : Déchets de ferrailles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.71

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection, il a été constaté, à proximité de la piste d'accès à la zone en cours d'exploitation, la présence d'anciens équipements métalliques qui n'ont plus d'utilité sur le site.

**Observations :** Ces ferrailles doivent être évacuées.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet